

#ALLOSEGUR LES DÉPUTÉ.ES DE LA FRANCE INSOUMISE DANS LES HÔPITAUX

Vendredi 2 septembre, Sylvie Ferrer, Députée des Hautes-Pyrénées, s'est rendue au centre hospitalier de Bigorre à Tarbes.

Depuis plusieurs années, les soignant.es sonnent l'alarme sur la situation de nos hôpitaux. Le manque de moyens humains et matériel est criant et conduit à des situations inacceptables : chaque jour nous apprenons la fermeture de nouveaux services d'urgence.

Les recommandations de la « mission flash sur les urgences et soins non programmés » confiée par le gouvernement à François Braun, aujourd'hui ministre de la Santé, sont loin du compte.

Les député.es de la France Insoumise ont lancé l'opération « #Alloségur, les députés dans les hôpitaux ». Cette commission d'enquête populaire est menée sur l'ensemble du territoire. Chaque semaine, ils organisent des collectes de doléances dans les hôpitaux, où les soignant.es sont invité.es à lister pour chaque service les matériaux essentiels manquant au quotidien pour pouvoir travailler correctement.

Ces listes donneront lieu à une restitution sous forme de rapport au mois de septembre, accompagnée de recommandations. Ce travail d'enquête viendra nourrir la préparation d'un contre projet de loi de financement de la sécurité sociale.

La première visite de l'opération dans le département au centre hospitalier de Bigorre a permis de constater les défaillances de l'institution :

- le manque d'effectifs rend impossible le fonctionnement de l'établissement. Le personnel est encouragé à la polyvalence pour combler le déficit. En conséquence, **les conditions de travail se dégradent fortement** avec des horaires qui s'allongent et des soignant.es amené.es à exercer dans des services dont ils ne maîtrisent pas les spécificités ;
- **le manque de matériel médical** gêne le bon déroulement des interventions. C'est particulièrement le cas pour les services du SMUR (Structure Mobile d'Urgence et de Réanimation) entièrement dépendants des véhicules légers médicalisés, dont aucun ne fonctionne parfaitement ;
- il en résulte une **véritable diminution des chances de survie** pour les patient.es. Par exemple, le non-remplacement de médecins neurologues partis à la retraite entraîne la fermeture de l'unité neuro-vasculaire et une redirection des cas d'AVC vers les hôpitaux de Toulouse ou Pau avec un temps de prise en charge rallongé alors que le temps recommandé maximum est de 2 à 4 heures.

Ainsi, le centre hospitalier de Bigorre révèle une réalité dramatique pour notre système hospitalier public. De manière générale, il règne parmi les agent.es un sentiment de désespoir face au constat qu'il leur est actuellement impossible de mener à bien la mission de soin qui leur est confiée.

